

Impôts : entre 300 et 500 millions d'euros de fraude fiscale à La Réunion

Le syndicat Solidaires finances publiques a tenu ce lundi 28 avril 2014 à dresser un état des lieux de la fraude fiscale à La Réunion, mais aussi au niveau national. Selon la secrétaire départementale adjointe Magali Billard, cette fraude est estimée entre 300 et 500 millions d'euros dans l'île, 32 % de cette somme concernant l'impôt sur les sociétés. Pour lutter contre ces pratiques en augmentation, le syndicat demande davantage de moyens dans un département particulièrement exposé en raison de la présence à proximité de paradis fiscaux et du dispositif de défiscalisation.

Posté par IPR il y a 1 jour(s)



"Lorsqu'on additionne toutes les fraudes concernant tous les impôts en France, on arrive à plus de 60 milliards d'euros. Les 50 milliards d'économie voulus par le gouvernement, ils sont là !", souligne Magali Billard. C'est pourquoi Solidaires finances publiques demandent une remise à plat de tout le système fiscal afin de limiter au maximum les risques de fraude.

"Les chiffres sont inquiétants et sont en augmentation", confie la secrétaire départementale adjointe. "Et là on ne parle pas d'évasion ou de niche, mais bien de fraudes !", poursuit-elle estimant le montant de cet argent détourné "entre 300 et 500 millions d'euros" à La Réunion, dont 32 % concernent l'impôt sur les sociétés, 20 % l'impôt sur le revenu et 20 % la TVA.

"Il y a une augmentation constante de la fraude du fait de la complexité de l'impôt, qui ouvre la porte à davantage de dérives, mais aussi de l'internationalisation des échanges et de l'existence des paradis fiscaux", développe Magali Billard, regrettant qu'"aujourd'hui, on n'a pas les moyens d'appréhender la vraie fraude fiscale internationale".

C'est pourquoi Solidaires réclame davantage de moyens "informatiques, humains, matériel et juridiques" pour lutter contre ces pratiques, mais aussi un "état des lieux de tout le système fiscal". Car comme l'explique Magali Billard, "on n'arrive pas à faire cette réforme qu'on nous promet depuis des années". Pour elle, lutter contre la fraude nécessite de "réhabiliter le sens citoyen de l'impôt", mais aussi "avant tout le rendre plus juste".

Solidaires avance également quelques pistes de réflexion et autres propositions : "Il faut augmenter les contrôles fiscaux sur les gros groupes travaillant à l'international, arrêter de changer les lois en permanence et stabiliser le système fiscal, ou encore procéder au contrôle sur place de l'ISF (impôt sur la fortune)", détaille Magali Billard, expliquant qu'"il y a plus de fraude à l'ISF qu'il ne rapporte".

À La Réunion, Solidaires finances publiques pointe notamment "un déficit de contrôleurs fiscaux". "Neuf ont été nommés cette année, c'est bien la preuve qu'il y a un manque et qu'il y a du travail. Cela fait 20 ans qu'on demande davantage d'effectifs, en raison notamment de la présence de paradis fiscaux tout proches, mais aussi du dispositif de défiscalisation qui est très compliqué à contrôler", explique Magali Billard.